




DOCUMENTS DE SYNTHESE

AVRIL 2008

TENDANCES BUDGETAIRES 2008 DES DEPARTEMENTS

SFL-FORUM a publié ce mois-ci sa note sur les tendances budgétaires 2008 des départements, réalisée sur un échantillon de 55 départements hors Paris, 45 pages d'analyse et de données chiffrées. Ce document permet de dégager les évolutions des finances départementales pour l'année 2008, de calculer des indicateurs moyens de référence pour les principaux postes de recettes et de dépenses, de présenter les réformes législatives et de mesurer leurs impacts sur les budgets 2008.

 	NOTE DE TENDANCE
Publications récentes : <ul style="list-style-type: none">- Tendances budgétaires 2008 des régions- Fiscalité 2008 des régions : premiers résultats- Fiscalité 2008 des départements : premiers résultats- Fiscalité 2008 des villes : premiers résultats- Dotation globale de fonctionnement 2008 des régions- Dotation globale de fonctionnement 2008 des départements- Dotation forfaitaire 2008 des villes- Budgets primitifs 2008- Loi de finances initiale pour 2008 et loi de finances rectificative pour 2007- Comptes administratifs 2006 des départements- Comptes administratifs 2006 des villes- Comptes administratifs 2006 des régions	TENDANCES BUDGETAIRES 2008 DES DEPARTEMENTS
Contacts : Nicolas LAROCHE au 06 66 96 58 95 • nicolas.laroche@forumgestionvilles.com Fred LOUISY au 06 88 69 05 29 • fred.louisy@forumgestionvilles.com	ANALYSE
 SFL-FORUM 59, rue La Boétie, 75008 Paris Tél. : 01 42 56 39 70 Forum pour la Gestion des Villes et des Collectivités Territoriales sfforum@forumgestionvilles.com	AVRIL 2008

Vous trouverez ci-joint une synthèse des chiffres clés et des grandes tendances dégagées par l'étude. L'intégralité de l'étude est disponible sur abonnement.



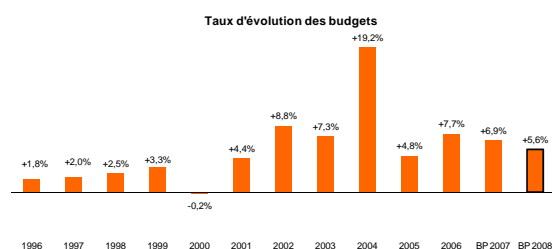
SFL-Forum
59, rue La Boétie 75008 PARIS
Contact : Fred LOUISY / LD : 06 88 69 05 29
E-Mail : fred.louisy@forumgestionvilles.com

UNE PROGRESSION TOUJOURS DYNAMIQUE DES BUDGETS DEPARTEMENTAUX

Depuis la création de l'APA, les budgets départementaux connaissent des hausses sensibles. En 2008, elle serait de +5,6%. Les charges de fonctionnement, portées par le transfert du personnel DDE et TOS, s'alourdiraient de manière significative (+7,2%). A l'inverse, les dépenses d'investissement hors dette augmenteraient très modérément en 2008 (+1,5%) après une progression soutenue en 2007 (+6,2%).

CONTEXTE

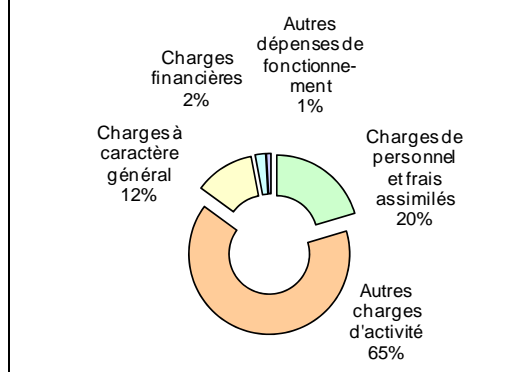
- Depuis 2002, les conseils généraux sont confrontés à un élargissement spectaculaire de leurs compétences (création de l'APA en 2002, transfert de l'intégralité du dispositif RMI en 2004...) qui entraîne une hausse considérable des dépenses départementales : la croissance moyenne annuelle des budgets est ainsi passée de 2,4% sur la période 1996-2001 à 9,1% sur la période 2002-2007. Avec une évolution de 5,6%, l'année 2008 s'inscrirait dans cette tendance. Ce fort accroissement, en 2008 s'expliquerait essentiellement par le début du transfert aux départements des personnels des directions départementales de l'équipement (DDE) et par la poursuite du transfert des personnels techniciens, ouvriers et de services (TOS) des collèges.



DEPENSES

Les dépenses de fonctionnement -72% des budgets départementaux- s'accroîtraient de 7,2% en 2008. Près de la moitié de cette progression s'expliquerait par le transfert du personnel TOS et DDE.

Structure des dépenses de fonctionnement en 2008



- La poursuite du transfert des agents TOS titulaires des collèges et, à compter de 2008, le transfert des agents des DDE sont à l'origine de la poursuite de la hausse très significative en 2008 **des charges de personnel** (+19,5% en 2008 après +17,6% en 2007). La mise en œuvre des transferts modifie sensiblement la structure des dépenses de fonctionnement. Jusqu'en 2006, les charges de personnel représentaient 17% des dépenses de fonctionnement, aujourd'hui, elles en représentent le cinquième.
- Les **autres charges d'activité** -65% des dépenses de fonctionnement- sont composées essentiellement des dépenses d'aide sociale, des dotations de fonctionnement des collèges et des subventions de fonctionnement versées aux SDIS, aux communes et aux groupements. Ce poste n'étant pas touché en 2008 par des transferts de compétence, son évolution (+4,0%) ralentirait par rapport à celle de 2007 (+5,6%).
- Les **charges à caractère général** seraient également dynamiques (+4,7%).
- L'année 2008 confirmerait la reprise de la hausse des **charges financières** entamée en 2006. Les départements prévoient en effet une forte augmentation de ce poste en 2008 (+14,5%). Cette situation serait la résultante de la hausse conjuguée des taux d'intérêt et de l'encours de la dette.
- L'action sociale -60% des dépenses de fonctionnement- reste le secteur d'intervention prédominant. Les dépenses consacrées au RMI connaîtraient un coup d'arrêt marqué, en ligne avec l'évolution du nombre de bénéficiaires (-8% sur un an) pour la première fois depuis 2004 et le transfert de l'intégralité

du dispositif RMI aux départements. Les autres dépenses d'aide sociale progresseraient quant à elle de manière très soutenue (+5,3% contre +4,8% en 2007).

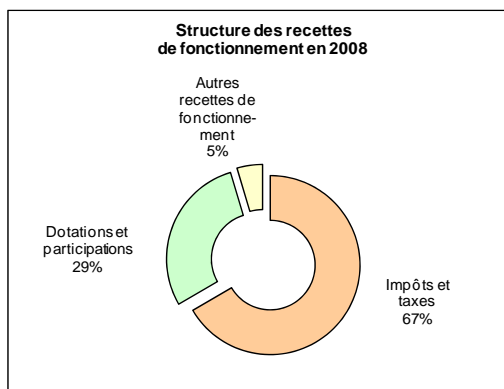
Les dépenses d'investissement hors dette augmenteraient très modérément en 2008 (+1,5%) après une progression soutenue en 2007 (+6,2%).

- En cette année électorale, les nouvelles assemblées (départementales et municipales) se mettent en place pour planifier les investissements de la nouvelle mandature. Par conséquent, ce contexte expliquerait le fléchissement de l'investissement départemental notamment le ralentissement de la progression des dépenses d'équipement brut (+1,8% en 2008 contre +6,0% en 2007) et la stabilisation des subventions versées (+1,2% en 2008 contre +7,1% en 2007).

- Près de la moitié des dépenses d'investissement des départements seraient en 2008 consacrées aux collèges et à la voirie.

RECETTES

Les recettes de fonctionnement resteraient dynamiques en 2008 (+6,0%) grâce notamment à un fort accroissement du produit de la taxe sur les conventions d'assurance (+54,5%) en compensation du transfert des personnels TOS et DDE.



- Malgré l'accroissement des charges de fonctionnement, les départements auraient recours à une hausse modérée de leurs taux d'imposition (+0,5%), qui, cumulée à la progression des bases (+2,9%), permettrait une progression du produit des contributions directes de 4,0%.

- En dépit des risques de ralentissement du marché immobilier, les conseils généraux envisagent cette année encore de très bonnes recettes fiscales au titre des **droits de mutation** (+9,0%), bien que moins soutenue que celles observées ces dernières années. Cette recette représente 20% du produit des impôts et taxes.

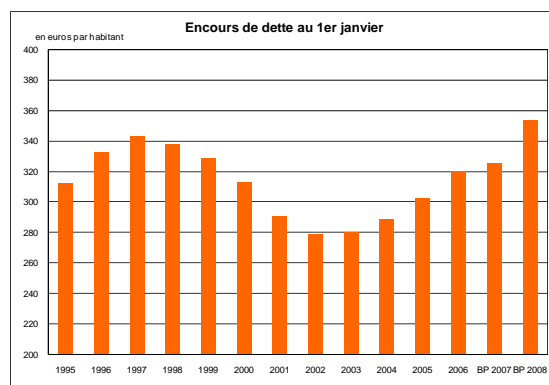
- Pour financer le transfert de nouvelles compétences, les conseils généraux se sont vus allouer une part de deux impôts d'Etat : la taxe intérieure sur les produits pétroliers (**TIPP**) depuis 2004 et la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (**TSCA**) depuis 2005. Ces nouvelles ressources représenteraient 21% du produit des impôts et taxes départementaux.

- La **dotation globale de fonctionnement**, qui représenterait 73% des dotations et participations, augmenterait de 2,4% en 2008.

- La **dotation en provenance de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)** au titre de l'APA augmenterait sensiblement en 2008 (+3,6%). Parallèlement, les prévisions de la participation de la CNSA au financement de la PCH seraient revues à la hausse (+21,4%).

Les recettes d'investissement hors emprunts s'accroMetaient en 2008 (+10,4% contre +6,3% en 2007).

- Au cours de l'année 2007, l'encours de dette des départements se serait accru de 8,7%, confirmant et amplifiant la reprise de l'endettement départemental observée depuis 2002.



BUDGETS PRIMITIFS 2008 DES DEPARTEMENTS DE METROPOLE HORS PARIS

Les chiffres présentés dans ce tableau portent sur 55 des 95 départements de métropole hors Paris. Seules les évolutions 2006/2007 portent sur l'ensemble des départements de métropole hors Paris.

Les produits de gestion active de la dette perturbent l'analyse des budgets : ils ont donc été neutralisés dans ce document.

Budget	2007 en millions d'EUROS	2008	Evolution 2006/2007	Evolution 2007/2008	2008 en €/hab
Budget	38 195	40 351	+6,9%	+5,6%	1 096
Recettes de fonctionnement⁽¹⁾	31 194	33 056	+6,5%	+6,0%	898
Impôts et taxes	20 476	22 016	+7,5%	+7,5%	598
dont contributions directes	11 925	12 397	+3,8%	+4,0%	337
dont taxe additionnelle aux droits de mutation	4 117	4 489	+15,3%	+9,0%	122
dont taxe intérieure sur les produits pétroliers	2 704	2 698	-4,3%	-0,2%	73
dont taxe sur les conventions d'assurance	1 246	1 925	+81,8%	+54,5%	52
dont taxe sur l'électricité	320	327	+3,0%	+2,1%	9
dont taxe départementale sur les espaces naturels sensibles	106	119	+10,2%	+12,6%	3
dont taxe destinée au financement des dépenses des CAUE*	32	36	+4,7%	+11,2%	1
dont taxe différentielle sur les véhicules à moteur	0	0	-96,0%	-100,0%	0
dont autres impôts et taxes	26	26	+0,4%	+0,0%	1
Dotations et participations	9 287	9 505	+4,4%	+2,4%	258
dont dotation globale de fonctionnement	6 740	6 899	+3,1%	+2,4%	187
dont fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	246	266	ns	+7,9%	7
dont dotation versée au titre de l'APA**	818	848	+3,1%	+3,6%	23
dont attributions de péréquation et de compensation	691	626	-1,6%	-9,3%	17
dont dotation générale de décentralisation	226	232	+4,3%	+2,8%	6
dont dotation versée au titre de la PCH***	240	291	-10,3%	+21,4%	8
dont participation des familles au titre des collèges	74	71	+31,5%	-4,0%	2
dont autres dotations et participations	252	272	-17,5%	+7,8%	7
Autres recettes de fonctionnement⁽¹⁾	1 431	1 535	+6,1%	+7,3%	42
Dépenses de fonctionnement	27 229	29 177	+7,7%	+7,2%	793
Autres charges d'activité	18 132	18 866	+5,6%	+4,0%	512
dont charges relatives au revenu minimum d'insertion	3 888	3 870	+6,6%	-0,5%	105
dont charges relatives à l'APA**	2 620	2 800	+7,8%	+6,9%	76
dont service d'incendie	1 417	1 501	+7,9%	+5,9%	41
dont dotation de fonctionnement des collèges	550	588	+17,1%	+7,0%	16
dont PCH***	310	351	-31,3%	+13,3%	10
dont autres charges d'activité	9 347	9 755	+5,6%	+4,4%	265
Charges de personnel et frais assimilés	4 990	5 963	+17,6%	+19,5%	162
Charges à caractère général	3 346	3 502	+5,9%	+4,7%	95
Charges financières	527	603	+10,7%	+14,5%	16
dont intérêts des emprunts et dettes	466	535	+11,0%	+14,7%	15
dont autres charges financières	61	68	+8,8%	+12,8%	2
Autres dépenses de fonctionnement	234	243	-1,6%	+3,6%	7
Epargne de gestion⁽²⁾	4 492	4 483	-0,1%	-0,2%	122
Epargne brute ⁽³⁾	3 965	3 879	-1,5%	-2,2%	105
Dépenses d'investissement	10 967	11 174	+4,9%	+1,9%	304
Remboursement du capital de la dette	1 168	1 226	-4,4%	+5,0%	33
Dépenses d'investissement hors dette	9 799	9 947	+6,2%	+1,5%	270
Dépenses d'équipement brut	5 778	5 882	+6,0%	+1,8%	160
Subventions d'équipement versées	3 778	3 825	+7,1%	+1,2%	104
Autres dépenses d'investissement	243	240	-0,6%	-1,2%	7
Recettes d'investissement⁽⁴⁾	7 002	7 295	+8,8%	+4,2%	198
Produit des emprunts	5 264	5 376	+9,7%	+2,1%	146
Recettes d'investissement hors emprunts⁽⁴⁾	1 738	1 918	+6,3%	+10,4%	52
Dotations, fonds divers et réserves	720	749	-2,7%	+3,9%	20
dont fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée	614	648	+5,4%	+5,7%	18
dont dotation globale d'équipement	102	97	+0,5%	-4,2%	3
dont autres dotations, fonds divers et réserves	5	3	-83,0%	-47,1%	0
Subventions d'investissement	848	986	+16,4%	+16,2%	27
dont dotation départementale d'équipement des collèges	175	182	+3,8%	+4,4%	5
dont autres subventions d'investissement	673	804	+20,1%	+19,3%	22
Autres recettes d'investissement⁽⁴⁾	170	184	+3,4%	+8,3%	5
Encours de dette au 1er janvier	11 985	13 032	+4,7%	+8,7%	354
Annuité de la dette	1 634	1 761	-0,5%	+7,8%	48

* conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ; ** allocation personnalisée d'autonomie ; *** prestation de compensation du handicap

ns : non significatif

⁽¹⁾ y compris le produit des cessions d'immobilisations

⁽²⁾ recettes de fonctionnement - (dépenses de fonctionnement - charges financières)

⁽³⁾ recettes de fonctionnement - dépenses de fonctionnement

⁽⁴⁾ hors le produit des cessions d'immobilisations